

Vers l'interdiction de l'exploitation des gaz de schiste

PARIS (Reuters) - Le gouvernement français s'est prononcé pour l'interdiction de l'exploitation du gaz de schiste et l'abrogation des permis déjà accordés, une décision saluée vendredi par l'écologiste José Bové.

L'exécutif a décidé de suivre le président du groupe UMP de l'Assemblée nationale, Christian Jacob, qui a déposé la semaine dernière une proposition de loi en ce sens, a-t-on appris vendredi auprès du parti présidentiel.

Les socialistes ayant déposé une proposition similaire, l'Assemblée pourrait adopter cette proposition à l'unanimité en une seule lecture et en procédure d'urgence au début du mois de mai, la date précise devant être arrêtée par la conférence des présidents des groupes politiques mardi prochain.

Devant les critiques émanant de tout l'éventail politique, le Premier ministre, François Fillon, avait déjà prolongé et élargi le 11 mars le moratoire sur la recherche et le forage de gaz ou d'huile de schiste, en attendant la remise fin avril des conclusions de diverses missions d'information.

Les critiques dénoncent les méthodes de forage nocives pour l'environnement qui, soulignent-ils, nécessitent d'importantes quantités d'eau et de détergents et menacent de provoquer de fortes pollutions.

Le gouvernement a octroyé en mars 2010, notamment à Total et GDF Suez, des permis de prospection dans trois zones situées dans le sud de la France, qui seront donc abrogés lorsque la proposition sera adoptée.

La ministre de l'Ecologie, Nathalie Kosciusko-Morizet, avait affirmé fin mars devant les députés qu'il n'y aurait pas d'exploitation de gaz ou d'huile de schiste si les procédés d'extraction avaient une incidence écologique "désastreuse".

Le député européen José Bové s'est déclaré vendredi "ravi".

"Mais je reste excessivement prudent face à cette annonce gouvernementale, tant qu'une loi ne sera pas votée pour formaliser cet abandon officiel", a-t-il dit à Reuters.

"Cette annonce est un geste positif mais cela pouvait difficilement être différent puisque la France des terroirs avait dit massivement 'non' cet hiver à ces projets d'exploitation et puisque les membres de Parlement avaient relayé ce refus massif vers Paris", a-t-il ajouté.

L'élu Europe Ecologie-Les Verts a plusieurs fois mené des actions sur le terrain pour dénoncer la signature par l'Etat de trois autorisations d'études de faisabilité sur l'exploitation de gaz de schiste.

Emile Picy et Nicolas Fichot, édité par Yves Clarisse